



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société FRIGOPOLIS
exploitant une usine de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération
des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs à TOULOUSE**

N°12

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 2014 délivré à la société FRIGOPOLIS réglementant l'exploitation d'une usine à TOULOUSE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 novembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 27 octobre 2025 de l'installation exploitée par la société FRIGOPOLIS à TOULOUSE ;

Considérant que lors de la visite d'inspection susvisée, il a été constaté que l'installation ne respectait pas les prescriptions édictées à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions réglementaires est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société FRIGOPOLIS de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société FRIGOPOLIS le 28 novembre 2025 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant que la société FRIGOPOLIS n'a pas transmis d'observation au terme du délai accordé ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : La société FRIGOPOLIS est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à TOULOUSE, de respecter les prescriptions suivantes sous **12 mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- *article 76.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 susvisé : « Dans les parties de l'installation recensées à l'article 71.1 et notamment l'installation de broyage, les travaux de réparations ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liées aux travaux et définition des mesures appropriées. »*

Art. 2 : À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il est fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

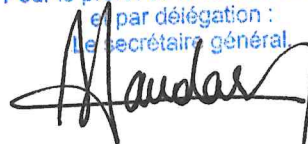
Art. 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FRIGOPOLIS.

Fait à Toulouse, le 13 FEV. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général



Baptiste MANDARD